

ASSEMBLÉE NATIONALE

15 avril 2020

PLFR POUR 2020 - (N° 2820)

Rejeté

AMENDEMENT

N° CF143

présenté par

M. Pupponi, M. Castellani, M. Charles de Courson, M. Philippe Vigier, Mme Pinel et M. Pancher

ARTICLE 3**ÉTAT B****Mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	Autorisations d'engagement suppl. ouvertes	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement suppl. ouverts	Crédits de paiement annulés
Prise en charge du dispositif exceptionnel de chômage partiel à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	+1 000 000 000	0	+1 000 000 000	0
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'État dans le cadre de la crise sanitaire (nouveau)	-1 000 000 000	0	-1 000 000 000	0
TOTAUX	0	0	0	0
SOLDE	0		0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à abonder le fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire d'1 milliard d'euros afin de répondre avec force aux besoins des entreprises. En effet actuellement la perte de référence doit s'élever à 50% du chiffre d'affaires. Nous proposons

d'abaisser ce seuil à 30% pour permettre à un plus grand nombre d'entreprises dans le besoin de bénéficier des subventions offertes par le fonds de solidarité.

Afin d'assurer la recevabilité du présent amendement au titre de l'article 40 de la Constitution il est proposé d'abonder, en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, l'action 1 du programme 357 à hauteur de 1Md€ par une diminution à due concurrence des crédits inscrits à l'action 1 du programme 358. Cependant, il est souhaitable que dans l'optique de l'adoption de cet amendement, le Gouvernement lève le gage afin de ne pas pénaliser le programme 358.